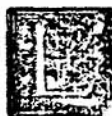


DECLARATION DU ROY

Qui ordonne que l'Edit du Roy Henry II. du mois de Fevrier 1556, contre les Femmes qui auroient celé leur grossesse & leur accouchement, &c. sera publié de trois mois en trois mois par tous les Curez ou leurs Vicaires aux Prônes des Messes Paroissiales.



LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, S A V T. Le Roy Henry II. ayant ordonné par son Edit du mois de Fevrier 1556 que toutes les femmes qui auroient celé leur grossesse & leur accouchement, & dont les enfans seroient morts sans avoir reçu le saint Sacrement de Baptême, seroient présumées coupables de la mort de leurs enfans, & condamnées au dernier supplice ; ce Prince crut en même tems qu'on ne pouvoit renouveler dans la suite avec trop de soin le souvenir d'une Loy si juste & si salutaire. Ce fut dans cette vûë qu'il ordonna qu'elle seroit lûë & publiée de trois mois en trois mois par le Curez ou leurs Vicaires aux Prônes des Messes Paroissiales ; Mais quoique la licence & le déreglement des mœurs, qui ont fait de continuel progrès depuis le tems de cet Edit, en rendent tous les jours la publication plus nécessaire, & que notre Parlement de Paris l'a ainsi jugé par un Arrest du 19 Mars de l'année 1678, qui renouvelle à cet égard l'exécution de l'Edit de l'année 1556 ; Nous aprenons néanmoins que depuis quelque tems plusieurs Curez de notre Roy. me ont fait difficulté de publier cet Edit, sous prétexte que par l'Article 32 de notre Edit du mois d'Avril 1665 concernant la Jurisdiction Ecclésiastique, Nous avons ordonné que les Curez ne seroient plus obligez de publier aux Prônes ni pendant l'office Divin les Actes de Justice & autres qui regardent l'intérêt particulier de nos Sujets. A quoi ils ajoutent encore que Nous avons bien voulu étendre cette regle à nos propres affaires, en ordonnant par notre Déclaration du 16 Decembre 1698 que les publications qui se feroient pour nos intérêts ne se feroient plus aux Prônes, & qu'elles seroient faites seulement à l'issue de la Messe Paroissiale par les Officiers qui en sont chargez. Et quoiqu'il soit visible que par là Nous n'avons eu intention d'exclure que les publications qui se faisoient pour des affaires purement seculieres & prophanes ne doivent pas interrompre le Service Divin, comme Nous l'avons assez marqué par notre dite Déclaration du 16 Decembre 1698 Nous avons crû néanmoins pour faire cesser jusques aux moindres difficultés dans une matiere si importante, devoir expliquer nos intentions sur ce point d'une manière si précise, que rien ne pût empêcher à l'avenir une publication qui regarde non l'intérêt particulier de quelques uns de nos Sujets ou le nôtre même, mais le bien temporel & spirituel de notre Royaume, & que l'Eglise devoit Nous demander si elle n'étoit pas encore ordonnée ; puisqu'elle tend à assurer non seulement la vie, mais le salut éternel de plusieurs enfans conçus dans le crime, qui ne s'oient malheureusement ens avoir reçu le Baptême, & que leurs meres faceroient à un tel honte par un crime encore plus grand que celui qui leur a donné la vie, si elles n'étoient retenues par la connaissance de la rigueur de la Loy, & si la crainte des châtimens ne faisoient en elles l'office de la nature. A CES CAUSES ; & autres à ce Nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance

& autorité royale , Nous avons par ces Présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné , disons , déclarons & ordonnons , voulons & Nous plaît , que ledit Edit du Roy Henry II. soit publié de trois mois en trois mois , par tous les Curez ou leurs Vicaires , aux Prônes des Messes Paroissiales . Enjoignons ausdits Curez & Vicaires de faire ladite publication , & d'en envoyer un certificat signé d'eux à nos Procureurs des Baillages & Senechaussées , dans l'étendue desquels leurs Paroisses sont situées , Voulons qu'en cas de refus, ils puissent y être contraincts par saisie de leur temporel , à la requeste de nos Procureurs Généraux en nos Cours de Parlement , pour suite & diligence de leurs Substituts , chacun dans leurs ressort. **SI DONNONS EN MANDAMENT** à nos amez & feaux les Gens tenant notre Cour de Parlement de que ces Présentes ils aient à faire lire, publier & enregistrer , & le contenu en icelles exécuter , garder & observer selon leur forme & teneur , nonobstant tous Edits , Déclarations , Arrêts , Reglemens & autres choses à ce contraires auxquelles Nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes : **CAR TEL EST NOTRE PLAISIR** Entemoins de quoi Nous avons fait mettre notre Sceau celdites Présentes. Donné à Versailles le 25 Fevrier l'an de grace mil sept cens huit, & de notre regne le soixante-cinq.
Signé LOUIS. Et sur le replis, Par le Roy, CHAMILLART.

EDIT DU ROY HENRY II

Sur le fait des femmes grosses, & des Enfans morts-nez avec l'Arrêt de Reglement de la Cour de Parlement pour la Publication dudit Edit

Du mois de Fevrier 1556.

HENRY, par la grace de Dieu Roy de France. A tous presens & à venir, SALUT, Comme nos Prieres & Preenigneurs Tres Chrétiens Roys de France aient, par leurs vertueux & Catholiques chacun en son endroit, montré par leurs très libables effets qu'à droit & bonne raison ledit nom Très Chretien, comme à eux propre & particulier, leur avoir été attribué: En quoi les voulant imiter & suivre, avons par plusieurs bons & salutaires exemples témoigné la dévotion que avons à conserver & garder ce tant celebre & excellent titre, duquel les principaux effets sont de faire inviter les créatures que Dieu envoie sur terre en notre Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de notre obéissance aux Sacremens par lui ordonnez: Et quand il lui plaît les rappeler à soy, leur procurer curieusement les autres Sacremens pour ce instituez, avec les derniers honneurs de sepulture. Et estant dûement averti d'un crime très énorme & execrable, fréquent en notre Royaume qui est, que plusieurs femmes ayant conçu enfans par les moyens dishonnêtes ou autrement, persuadées par mauvais vouloir & conseil, déguient & cachent leurs grossesses, sans en rien découvrir & declarer: Et avenant le temps de leur part & délivrance de leur fruit, occultement s'en délivrent, puis le suffoquent, meurent, & autrement suppriment, sans leur avoir fait impartir le S. Sacrement de Baptême: Ce fait les jettent en lieux secrets & immondes, ou ensevelissent en terre profane, les privant par tel moyen de la sepulture coutumière des Chrétiens. De quoi estant prevenues & accusées pardevant nos juges, s'excusent, disant avoir en honte de déclarer leur vice, & que leurs enfans sont sortis de leurs ventres morts, sans aucune apparence ou esperance de vie: tellement que par faute d'autre preuve, les Gens tenans tant nos Cours de Parlement, qu'autres nos juges, voulans proceder au jugement des procès criminels faits à l'encontre de telles femmes, sont tombez & entrez en diverses opinions: les uns concluant au supplice de mort, les autres à question extraordinaire: afin de sçavoir & entendre par leur bouche si à la verité le fruit de leur ventre estoit mort ou vif. Après laquelle question endurée, pour n'avoir aucune encore voulu confesser, leur sont les prisons le plus souvent ouvertes, qui a été &

est la cause de les faire retomber, recidiver & commettre tels & semblables delits, à nostre très grand regret & scandale de nos Sujets: A quoi pour l'avenir Nous avons bien voulu pourvoir.

Sçavoir faisons, que nous desirant extirper & du tout faire cesser lesdits execrables & énormes crimes, vices, iniquitez & delits qui se commettent en nostre dit Royaume, & ôter les occasions & saines d'iceux dorénavant commettre, avons (pour à ce obvier) dit, statué & ordonné, & par Edit perpétuel, loy generale & irrévocable, de nostre propre mouvement, & pleine puissance & autorité Royale, disons, statuons, voulons, ordonnons & nous plaît, que toute femme qui se trouvera deüment atteinte & convaincuë d'avoir cely, couvert & occulté, tant sa grossesse que son enfantement, sans avoir déclaré l'un ou l'autre, & avoir pris de l'un ou de l'autre témoignage suffisant, même de la vie ou de mort de son enfant lors de l'issuë de son ventre, & qu'après se treuve l'enfant avoir été privé, tant du saint Sacrement de Baptême, que sépulture publique & accoutumée, soit telle femme tenue & réputée d'avoir homicidé son enfant, pour reparation, punie de mort & dernier supplice, & de telle rigueur que la qualité particulière du cas le méritera: afin que ce soit exemple à tous, & que ci après n'y soit aucun doute ni difficulté, Si donnons en mandement par ces presentes à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours de Parlement, Prevost de Paris, Baillifs, Seneschaux, & autres nos Officiers & Justiciers, ou à leurs Lieutenans & à chacun d'eux, que cette presente Ordonnance, Edit, Loy, Statut, ils fassent chacun en droit soi, lire, publier & enregistrer, & incontinent après la reception d'icelui à son de trompe & cri public, par les carrefours & lieux publics, à faire cris & proclamation, tant dans nostre Ville de Paris qu'autres lieux de nostre Royaume, aussi par les Officiers des Seigneurs Hauts Justiciers en leurs Seigneuries & Justices, en maniere qu'aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance; & ce de trois mois en trois mois. Et outre qu'il soit lû & publié aux Prônes des Messes Paroissiales desdites Villes, Pays, Terres & Seigneuries de nostre obéissance, par les Curez ou Vicaires d'icelles; & icelui Edit gardent & observent, & fassent garder & observer de point en point selon la forme & sensur; sans y contrevenir. Et pource que de celdites Presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, nous voulons qu'au vidimus d'icelles, fait sous scel Royal, soy soit ajoutée comme à ce present Original, auquel en témoin de ce, afin que ce soit chose ferme & stable, nous avons fait mettre nostre scel. Donné à Paris au mois de Fevrier, l'an de grace mil cinq cens cinquante six; & de notre Regne le dixième. Ainsi signé sur le repli, Par le Roy en son Conteil, CLAUSSÉ.

Acta, publicata & registrata, audito & requirento Procuratore Generale Regis. Parisiis in Parlamento quarto die Martis, anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo sexto. Sic signatum, DU TILLET. Collation est faite à l'Original, ainsi signé, DU TILLET.

ARREST DE LA COUR DE PARLEMENT,

QUI ordonne que l'Edit du Roy Henry II. du mois de Fevrier 1556. concernant les Femmes grosses, sera lû & publié de trois mois en trois mois aux Prônes des Messes Paroissiales.

du 19 Mars 1698.

VEU par la Cour le procès criminel fait par le Bailly de la Ville & Comté de Sancerte à la requête du Procureur Fiscal demandeur & accusateur, contre Marguerite Tolleron, servante domestique de Léonard Descluzeaux Manœuvre demeurant au Village de Marolle, défenderesse, accusée, prisonnière & prison de la Conciergerie du Palais, appellante de la Sentence contre elle renduë par ledit Juge le 21 Fevrier dernier, par laquelle ladite Tolleron

auxoit été déclarée dûement atteinte & convaincue d'avoir celé & couvert la grossesse & son
 enfantement, latité son part, & enterré dans un jardin hors la sepulture publique & accou-
 tumée, sans avoir pris aucun témoignage de la vie & mort d'icelui, même de lui avoir causé
 & procuré la mort; pour réparation de quoi condamnée d'être pendue & étranglée jusqu'à
 ce que mort s'en suive à une potence, qui seroit pour cet effet dressée par l'Exécuteur de la
 Haute Justice, en la place publique dudit Sancerre à jour & heure de marché, pour l'exé-
 cution faite le corps de ladite Tolleron rester exposé à ladite potence une demi-heure durant,
 & ensuite enterré en terre sainte, & ses biens déclarez acquis & confisquez au profit du Sieur
 dudit lieu & autres qu'il appartiendrait, & où confiscation auroit lieu; & pour obvier autant
 que faire se peut à tels accidens, & empêcher que semblable malheur n'arrive à l'avenir,
 ordonné que conformément à l'Ordonnance de Henry III. de l'année 1586, celle de Henry II,
 de 1556 concernant les femmes qui recellent leur grossesse & enfantement, seroient lûes &
 publiées par les Curez de la Ville de Sancerre & de la Paroisse de Gardefort aux Prônes de
 leurs Messes Paroissiales de trois mois en trois mois, à quoi ledit Procureur Fiscal fera tenu
 de tenir la main & d'en certifier quand besoin sera; à la prononciation de laquelle Sentence
 ledit Procureur Fiscal en auroit interjeté appel à minima. Conclusions de Procureur General
 du Roy, ouïe & interrogée ladite Tolleron accusée, sur la cause d'appel, & cas à elle imposé
 Tour considéré. LADITE COUR, en tant que touche l'appel interjeté par ladite
 Tolleron, a mis & met l'appellation & Sentence de laquelle a été appellé au néant: éman-
 dant pour réparation des cas mentionnez au procès, cond. mne ladite Tolleron d'être battue
 & fustigée nue de verges, ayant la corde au col, par les carrefours & lieux accoutumés dudit
 Lieu, & à l'un d'iceux fleurie d'un fer chaud sur l'épaule dextre marqué d'un fleur de lys,
 ce fait bannie du ressort du Parlement à perpétuité; lui enjoint de garder son ban aux peines
 portées par la Déclaration du Roy. déclare tous les biens utrez en pays de confiscation acquis
 & confisquez à qui il appartiendra, sur iceux & autres non sujets à confiscation préalable-
 ment pris la somme de deux cens liv. d'amende vers le Sieur dudit Lieu; & en conséquence
 sur l'appel à minima interjeté par ledit Procureur Fiscal, les parties hors de Cour & de procès
 Etait et droit sur les Conclusions du Procureur General du Roy, ordonne que suivant la Dé-
 claration du Roy Henry II. du mois de Février 1556, concernant les femmes & les filles qui
 recellent leur grossesse & enfantement, & la ten. ur du Mandement porté au bar d'icelle,
 ladite Déclaration sera lûe & publiée de trois mois en trois mois aux Prônes des Messes Pa-
 roissiales par les Curez de toutes les Paroisses du ressort de la Cour, ensemble le présent Ar-
 rêt. Enjoint aux Substituts dudit Procureur General de tenir la main à l'exécution d'icelui,
 & d'en certifier ladite Cour au mois; & pour l'exécution du présent Arrêt, ladite Cour a
 renvoyé & renvoye ladite Tolleron prisonnière pardevant ledit Juge, auquel enjoint par-
 reillement de faire publier ladite Ord. nance, & de faire mention dans ses Sentences de la
 publication de ladite Déclaration, FAIT en Parlement le 19 May mil-six-cens quatre vingt
 dix-huit. Signé par collation, DE LA BAUNE.

Permis de réimprimer. A Paris ce vingt-deux Aoust milsept cens
 vingt quatre. RAVOT D'OMBREVAL.

Registré sur le Livre de la Communauté des Libraires & Imprimeurs de Paris. N. 1. 9.
 conformément aux Reglemens & Statuts: L'Arrêt de la Cour du Parlement du 3 Decembre
 1705. A Paris le 26 Aoust 1724. BRUNET, Syndic.

De l'imprimerie de GUILLAUME VALLEYRE, rue saint Severin, à la Ville
 de Riom.